



COMMUNIQUE - 23 octobre 2025

L'avenir de la jeunesse ne doit pas être sacrifié !

Alors que **la situation des jeunes en France continue à se dégrader fortement**, avec l'augmentation de leur chômage et de leur précarité sociale et financière, le PLF 2026 prévoit **une réduction jamais connue des moyens** consacrés à leur insertion dans l'emploi et à leur accès à l'autonomie !

Si rien ne change, les chances de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes vont dramatiquement régresser :

La remise en cause de l'apprentissage, avec la suppression totale des exonérations sociales mais aussi de l'aide à passer le permis de conduire pour les jeunes apprentis,

La diminution de 16 000 accompagnements des jeunes dans le cadre du Contrat d'engagement jeunes, dont 11 160 pour ceux qui sont suivis par les Missions Locales et 5 000 par France travail,

La suppression de près de 20 000 postes dans les dispositifs d'insertion par l'activité économique, dont les jeunes étaient en partie bénéficiaires,

La baisse dramatique des allocations ponctuelles accordés aux jeunes dans le cadre de leur parcours d'insertion : moins 53 millions d'euros sur 2 ans !

La régression de près de 20% des crédits accordés aux Missions Locales sur 2 ans alors que le nombre de jeunes accompagnés notamment des mineurs, augmente fortement en 2025 (+8%), avec de graves conséquences tant sur l'emploi de leurs salariés (-2000 !) que sur la qualité de l'accompagnement des jeunes.

Les ponctions de près 4,8 milliards d'euros sur les crédits des collectivités locales, financeurs structurels des Missions Locales, vont aussi fortement impacter le financement de celles-ci ! Cet effort pourrait en réalité s'élever à **"plus de 8 milliards d'euros"**, avec des coupes inscrites au projet de budget, qui ne sont pas prises en compte par le gouvernement dans son calcul, et qui impacteraient fortement les collectivités.

L'UNML qui va lancer une mobilisation nationale d'ampleur de son réseau et de ses partenaires, demande avec insistance au gouvernement et aux parlementaires de réévaluer les moyens accordés aux Missions Locales, comme à l'accompagnement et à l'accès des jeunes à l'emploi.

**Préparons mieux ensemble l'avenir des jeunes et leur contribution
à la compétitivité de notre économie**